

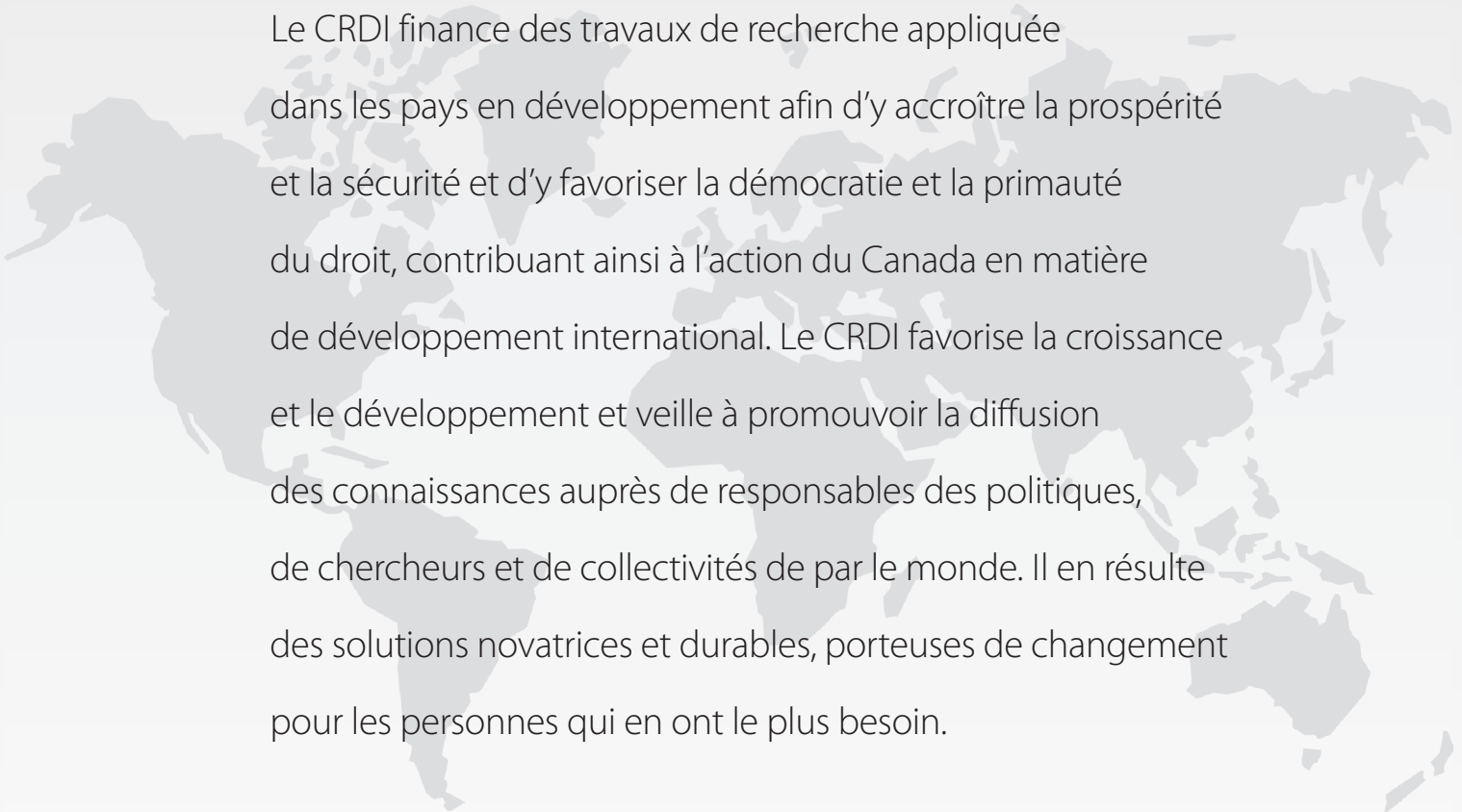


# Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin  
le 30 juin 2014

CRDI

## De la recherche à l'action



Le CRDI finance des travaux de recherche appliquée dans les pays en développement afin d'y accroître la prospérité et la sécurité et d'y favoriser la démocratie et la primauté du droit, contribuant ainsi à l'action du Canada en matière de développement international. Le CRDI favorise la croissance et le développement et veille à promouvoir la diffusion des connaissances auprès de responsables des politiques, de chercheurs et de collectivités de par le monde. Il en résulte des solutions novatrices et durables, porteuses de changement pour les personnes qui en ont le plus besoin.

# **Table des matières**

## **ANALYSE DE LA DIRECTION**

- 1 Introduction
- 1 Résultats
- 2 Vue d'ensemble consolidée
- 8 Évolution de la situation du Centre
- 8 Gestion du risque
- 8 Perspectives

## **ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS, NON AUDITÉS**

- 9 Déclaration de responsabilité de la direction
- 11 État intermédiaire résumé de la situation financière
- 12 État intermédiaire résumé du résultat global
- 13 État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
- 14 État intermédiaire résumé des flux de trésorerie
- 15 Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés



# Analyse de la direction

## Introduction

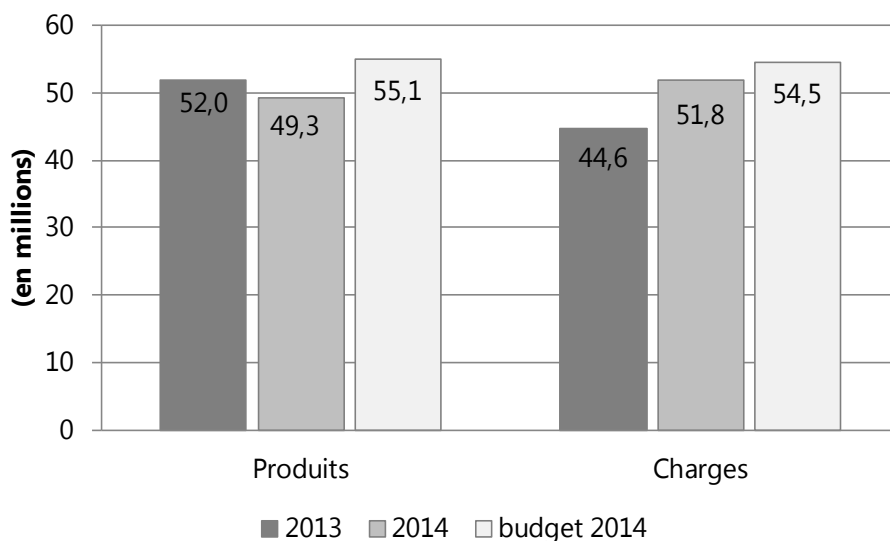
L'analyse de la direction consiste en un compte rendu des résultats financiers du Centre de recherches pour le développement international (CRDI, le Centre) et de l'évolution de la situation de l'organisme au cours du premier trimestre qui a pris fin le 30 juin 2014. Le Centre a préparé ce rapport conformément à ce que stipule le paragraphe 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et conformément à la norme publiée par le contrôleur général du Canada (Secrétariat du Conseil du Trésor).

L'information financière présentée dans le présent document de même que les états financiers intermédiaires résumés, non audités, ont été préparés conformément aux normes en matière de comptabilisation et d'évaluation qui sont applicables en vertu des normes internationales d'information financière (normes IFRS). Toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens. Le CRDI recommande de lire ce rapport en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés, non audités (qui débutent à la page 11). L'information et les divulgations contenues dans le *Rapport annuel 2013-2014* du CRDI s'appliquent au trimestre sur lequel porte le présent rapport trimestriel, à moins d'indication contraire.

## Résultats

**Figure 1. APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

(pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin)



**TABLEAU 1. APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin		Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget 2014-2015
	Réalisations 2013	Réalisations 2014		
Produits	11 176	10 579	(5,3 %)	70 217
Charges	44 598	51 773	16,1 %	259 921
Coûts d'exploitation	(33 422)	(41 194)	(23,3 %)	(189 704)
Crédit parlementaire	40 795	38 753	(5,0 %)	188 020
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<b>7 373</b>	<b>(2 441)</b>	<b>133,1 %</b>	<b>(1 684)</b>

## Vue d'ensemble consolidée

### Produits

**TABLEAU 2. PRODUITS**

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 juin				Budget 2014-2015
	2013	2014		Écart en % d'un exercice à l'autre	
	Réalisations	Budget	Réalisations		
Crédit parlementaire	40 795	39 445	38 753	(5,0 %)	188 020
Contributions de bailleurs de fonds	10 836	15 525	10 453	(3,5 %)	69 799
Produits financiers et autres produits	340	110	126	(62,9 %)	418
<b>Total des produits</b>	<b>51 971</b>	<b>55 080</b>	<b>49 332</b>	<b>(5,1 %)</b>	<b>258 237</b>

Les produits du Centre proviennent de diverses sources : crédit parlementaire, contributions de bailleurs de fonds et autres sources (qui comprennent les intérêts, le rendement tiré des placements et divers autres produits).

**TABLEAU 3. CRÉDIT PARLEMENTAIRE**

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin			Budget 2014-2015
	Réalisations 2013	Réalisations 2014	Écart en % d'un exercice à l'autre	
Partie récurrente	27 726	28 904	4,2 %	136 001
Partie non récurrente	12 991	9 849	(24,2 %)	52 018
<b>Portion du crédit reçue</b>	<b>40 717</b>	<b>38 753</b>	<b>(4,8 %)</b>	<b>188 020</b>
Portion du crédit amortie	78	-	(100,0 %)	-
<b>Portion du crédit comptabilisée</b>	<b>40 795</b>	<b>38 753</b>	<b>(5,0 %)</b>	<b>188 020</b>
<b>Portion du crédit à recevoir</b>	160 673	149 267	(7,1 %)	-

Au cours de la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2014, la portion du **crédit parlementaire** reçue s'est élevée à 38,8 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 4,8 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2013-2014, alors qu'elle était de 40,7 millions de dollars. La **partie récurrente** du crédit parlementaire du Centre a augmenté de 1,2 million de dollars (soit 4,2 %) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable aux variations saisonnières des besoins de financement qui déterminent le montant du prélèvement demandé sur le crédit parlementaire. La baisse observée dans le montant réel du cumul à ce jour de la **partie non récurrente** du crédit parlementaire provient principalement du rééchelonnement de la partie du crédit destinée au Fonds d'innovation pour le développement (FID).

Le tableau 4 rend compte de l'utilisation du crédit parlementaire au cours de la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2014.

**TABLEAU 4. UTILISATION DE LA PORTION DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE REÇUE**

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin		Budget 2014-2015
	Réalisations 2013	Réalisations 2014	
<b>Total des charges</b>	<b>44 598</b>	<b>51 773</b>	<b>259 921</b>
Moins les charges financées par des bailleurs de fonds	10 836	10 453	69 799
Renflouement de la réserve financière	33 762	41 320	190 122
Somme ayant servi à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	5 720	-	( 500)
	-	( 31)	1 200
<b>Somme totale nécessaire</b>	<b>39 482</b>	<b>41 289</b>	<b>190 822</b>
Portion du crédit parlementaire reçue	40 795	38 753	188 020
<b>Somme non utilisée (manque à gagner)</b>	<b>1 313</b>	<b>(2 536)</b>	<b>(2 802)</b>

Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2014, la somme totale nécessaire a été supérieure de 2,5 millions de dollars au prélèvement fait sur le crédit parlementaire, en raison de l'écart temporel entre le moment où les sommes ont été engagées et celui où les fonds ont été encaissés. La demande de prélèvement de juillet a tenu compte de la nécessité de compenser ce manque à gagner au premier trimestre de l'exercice. Le manque à gagner de 2,8 millions de dollars prévu pour l'exercice 2014-2015 au tableau 4 sera couvert par les autres produits du Centre ainsi que par des réductions de la valeur comptable nette d'immobilisations achetées au cours d'exercices précédents (se reporter au tableau 8).

Pour le premier trimestre, les **produits provenant de contributions de bailleurs de fonds** accusent une baisse de 3,5 % d'un exercice à l'autre (se reporter au tableau 2). Les contributions de bailleurs de fonds, reçues à l'avance, sont comptabilisées comme produits quand les charges connexes sont engagées (se reporter à l'explication des écarts fournie dans la partie portant sur les charges, ci-dessous). L'écart observé entre les réalisations et le cumul prévu au 30 juin 2014 est surtout attribuable au fait que les dépenses relatives à quelques programmes d'envergure ont été retardées.

## Charges

Les charges sont réparties entre deux grandes rubriques : programmation en recherche pour le développement et services généraux et administratifs.

**TABLEAU 5. CHARGES**

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 juin			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget 2014-2015
	2013	2014			
	Réalisations	Budget	Réalisations		
<b>Programmation en recherche pour le développement</b>					
Projets de recherche					
Financés par le crédit parlementaire	19 447	24 274	27 954	43,7 %	133 083
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	8 914	13 054	8 417	(5,6 %)	59 078
Renforcement des capacités					
Renforcement des capacités de recherche	8 899	9 757	8 498	(4,5 %)	37 789
Éléments complémentaires de la recherche	2 386	2 338	2 049	(14,1 %)	9 259
	<b>39 646</b>	<b>49 423</b>	<b>46 918</b>	<b>18,3 %</b>	<b>239 209</b>
<b>Services généraux et administratifs</b>	<b>4 952</b>	<b>5 125</b>	<b>4 855</b>	<b>(2,0 %)</b>	<b>20 712</b>
<b>Total des charges</b>	<b>44 598</b>	<b>54 547</b>	<b>51 773</b>	<b>16,1 %</b>	<b>259 921</b>

Les **charges au titre des projets de recherche financés par le crédit parlementaire** sont supérieures aux prévisions budgétaires pour le trimestre et supérieures aux réalisations de la période de trois mois correspondante de l'exercice précédent. L'écart par rapport au cumul prévu au 30 juin 2014 s'explique principalement par un transfert de fonds à l'Institut Africain des Sciences Mathématiques (AIMS) qui a été demandé plus tôt que prévu. La hausse d'un exercice



à l'autre est directement attribuable au rééchelonnement des dépenses afférentes au FID jusqu'à l'exercice 2016-2017.

**TABLEAU 6. PROJETS DE RECHERCHE FINANCÉS PAR LE CRÉDIT PARLEMENTAIRE**

	Trimestre qui a pris fin le 30 juin			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget 2014-2015
	2013	2014			
	Réalisations	Budget	Réalisations		
Projets de recherche	19 447	16 044	19 724	1,4 %	88 944
Fonds d'innovation pour le développement	-	8 230	8 230	s.o.	44 139
<b>Total financé par le crédit parlementaire</b>	<b>19 447</b>	<b>24 274</b>	<b>27 954</b>	43,7 %	<b>133 083</b>

Le tableau 6 fournit plus de précisions sur les charges relatives aux projets de recherche financés par le crédit parlementaire mentionnées au tableau 5. L'écart par rapport aux prévisions budgétaires s'explique surtout par le fait que des versements ont été faits à des projets plus tôt que ce n'était prévu. Les versements ayant trait au FID, eux, ont été faits conformément à ce qui était prévu au budget.

Pour le premier trimestre qui a pris fin le 30 juin 2014, les **charges réelles au titre des projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds** ont été inférieures de 4,6 millions de dollars aux prévisions budgétaires parce que la cadence des charges afférentes à quelques programmes d'envergure n'a pas été celle qui avait été envisagée à l'origine. Il en a résulté une diminution de 0,5 million de dollars (ou 5,6 %) d'un exercice à l'autre.

Il y a eu une légère baisse des **charges au titre du renforcement des capacités de recherche** par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse et les charges inférieures aux prévisions budgétaires s'expliquent, entre autres, par des salaires et avantages sociaux moindres en raison de postes temporairement vacants, ainsi que par la diminution des déplacements et un recours moindre aux services professionnels.

Par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, il y a eu une baisse de 14,1 % des **charges au titre de la composante éléments complémentaires de la recherche** du renforcement des capacités au cours du trimestre qui a pris fin le 30 juin 2014. Cette baisse de même que l'écart observé entre les réalisations et le cumul prévu au 30 juin 2014 sont reliés au moment où les activités sont exécutées pendant l'exercice en cours.

En ce qui a trait aux **services généraux et administratifs**, les charges réelles pour le trimestre qui a pris fin le 30 juin 2014 ont été légèrement moins élevées que celles du trimestre qui avait pris fin le 30 juin 2013. L'écart par rapport aux prévisions budgétaires provient principalement de la diminution des déplacements.

## Situation financière

**TABLEAU 7. SOMMAIRE DES ACTIFS ET DES PASSIFS**

(en milliers de dollars)	Jun 2014	Mars 2014	Écart en %
Courants	54 897	61 622	(10,9 %)
Non courants	10 573	10 688	(1,1 %)
<b>Total des actifs</b>	<b>65 470</b>	<b>72 310</b>	<b>(9,5 %)</b>
Courants	45 952	50 028	(8,1 %)
Non courants	5 360	5 683	(5,7 %)
<b>Total des passifs</b>	<b>51 312</b>	<b>55 711</b>	<b>(7,9 %)</b>

Au 30 juin 2014, le total des **actifs** avait diminué de 9,5 % (passant de 72,3 millions de dollars à 65,5 millions) par rapport à ce qu'il était au 31 mars 2014. La baisse des actifs courants a surtout trait à la trésorerie, les résultats d'exploitation ayant entraîné une diminution importante de la trésorerie (voir le tableau 9, Sommaire des flux de trésorerie). La diminution de la trésorerie s'explique aussi en partie par des créances et des placements plus élevés.

Le total des **passifs** a diminué de 4,4 millions de dollars (ou 7,9 %) par rapport à ce qu'il était au 31 mars 2014, en grande partie parce qu'il y avait moins de créiteurs. Le total des passifs aurait diminué encore davantage s'il n'y avait pas eu hausse du passif au titre des produits reportés pour les projets et programmes financés par des contributions de bailleurs de fonds et augmentation des charges à payer au titre des projets de recherche pour le développement.

**TABLEAU 8. CAPITAUX PROPRES**

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget 2014-2015
	2013	2014			
	Réalisations	Budget	Réalisations		
Non affectés	2 080	1 184	(2 078)	(199,9 %)	0
Affectés à l'interne	1 157	1 114	1 114	(3,7 %)	1 118
Nets investis en immobilisations	9 862	10 345	10 573	7,2 %	9 816
Réservés	6 426	4 580	4 549	(29,2 %)	4 080
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>19 525</b>	<b>17 223</b>	<b>14 158</b>	<b>(27,5 %)</b>	<b>15 014</b>

À la fin du premier trimestre, les **capitaux propres affectés à l'interne** qui sont destinés à des activités de programmation et d'exploitation spéciales s'élevaient pratiquement au même montant qu'au début de l'exercice. Comme cela était précisé dans le *Rapport annuel 2013-2014*, les capitaux propres affectés à l'interne sont entièrement destinés à la bourse John G. Bene en foresterie communautaire.

C'est dans les **capitaux propres nets investis en immobilisations**, qui s'élèvent à 10,6 millions de dollars, qu'est isolée la partie des capitaux propres qui représente les investissements nets du

Centre dans des immobilisations. Cette catégorie de capitaux propres compense les charges d'amortissement futures des immobilisations; il ne s'agit pas de liquidités, cette somme correspondant au montant des immobilisations corporelles et incorporelles qui figure dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière.

Au 30 juin 2014, les **capitaux propres réservés** étaient inférieurs de 29,2 % à ce qu'ils étaient à la même date en 2013. Les capitaux propres réservés de l'exercice précédent comprenaient un montant plus élevé pour de futures acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, et c'est ce qui explique la plus grande partie de la baisse observée. Cette composante des capitaux propres a pour but de mettre de côté un fonds de roulement pour que les activités d'exploitation du Centre soient à l'abri des répercussions possibles d'importantes fluctuations dans les charges de programme.

Les **capitaux propres non affectés** correspondent habituellement au solde résiduel, une fois les sommes nécessaires attribuées aux capitaux propres affectés à l'interne et aux capitaux propres réservés. Le solde est négatif pour le premier trimestre qui a pris fin le 30 juin 2014 (se reporter au tableau 4) en raison de l'écart entre le moment prévu pour les charges liées aux projets et celui où elles ont réellement été engagées et entre le moment prévu pour les produits provenant du crédit parlementaire et celui où ils ont réellement été comptabilisés. Les capitaux propres non affectés ont été renfloués en juillet 2014, quand le prélèvement nécessaire a été effectué sur le crédit parlementaire.

## Flux de trésorerie

**TABLEAU 9. SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE AU COURS DU TRIMESTRE**

(en milliers de dollars)	30 juin 2014
Résultats d'exploitation nets	(2 441)
Variation des autres éléments que la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(12 731)
<b>(Sorties) de fonds liés aux activités d'exploitation</b>	<b>(15 172)</b>
Achats de placements	(9 938)
Placements arrivés à échéance	4 953
Autres	( 305)
<b>(Sorties) de fonds liés aux activités d'investissement</b>	<b>(5 290)</b>
<b>(Diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(20 462)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>43 364</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>22 902</b>

Pour le trimestre qui a pris fin le 30 juin 2014, les **activités d'exploitation** ont eu pour effet de diminuer la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 15,2 millions de dollars. Cette baisse de liquidités résulte d'une augmentation des créances et des produits reportés au premier trimestre ainsi que d'une réduction des créditeurs et charges à payer, habituelle à ce moment de l'exercice.

Pour ce qui est des flux de trésorerie liés aux **activités d'investissement** au 30 juin 2014, il y a eu diminution de 5,3 millions de dollars en raison de l'achat d'un plus grand nombre de placements au cours du premier trimestre, comme on peut le constater dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière, à la page 11. Il y a lieu de noter que la plus grande partie des liquidités dont le Centre disposait au 30 juin 2014 est réservée pour des projets et des programmes financés par des bailleurs de fonds, ainsi que pour des créiteurs et charges à payer. Il en va de même des placements figurant dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière.

## **Évolution de la situation du Centre**

Au cours du premier trimestre, le gouverneur en conseil a reconduit pour un an le mandat de Sarah Fountain Smith et celui de Cindy Termorshuizen, toutes deux d'Ottawa, en Ontario, à titre de membres du Conseil des gouverneurs.

## **Gestion du risque**

En ce qui concerne les risques, il n'y a eu aucun changement important par rapport aux risques mentionnés dans l'analyse de la direction du *Rapport annuel 2013-2014*.

## **Perspectives**

Les autres aspects du contexte dans lequel évolue le CRDI sont les mêmes que ceux qui sont décrits dans le *Rapport annuel 2013-2014*.

# États financiers intermédiaires résumés, non audités

## Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels résumés qui, nous le confirmons, ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

La direction a mis en place des contrôles internes qui visent à faire en sorte que les états financiers trimestriels résumés soient exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel résumé visant la période qui a pris fin le 30 juin 2014 concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels résumés.

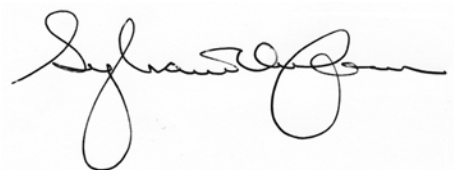
À notre connaissance, ces états financiers trimestriels résumés, non audités, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels résumés.

Le président du Centre,

Handwritten signature of Jean Lebel in black ink.

Jean Lebel, Ph.D.

Le vice-président, Ressources,  
et chef de la direction financière,

Handwritten signature of Sylvain Dufour in black ink.

Sylvain Dufour, ing., CPA, CMA, M.Sc.

Ottawa, Canada  
Le 1<sup>er</sup> août 2014



# État intermédiaire résumé de la situation financière

(non audité)

au  
(en milliers de dollars canadiens)

	<u>30 juin 2014</u>	<u>31 mars 2014</u>
<b>Actifs</b>		
Courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22 902	43 364
Placements	17 486	12 502
Créances	13 352	4 765
Frais payés d'avance	1 157	991
	<u>54 897</u>	<u>61 622</u>
Non courants		
Immobilisations corporelles	7 370	7 553
Immobilisations incorporelles	3 203	3 135
	<u><b>65 470</b></u>	<u><b>72 310</b></u>
<b>Passifs</b>		
Courants		
Créditeurs et charges à payer	17 840	25 383
Produits reportés (note 5)	28 112	24 645
	<u>45 952</u>	<u>50 028</u>
Non courants		
Produits reportés (note 5)	1 137	1 387
Avantages du personnel	4 223	4 296
	<u>51 312</u>	<u>55 711</u>
<b>Capitaux propres</b>		
Non affectés	(2 078)	214
Affectés à l'interne	1 114	1 117
Nets investis en immobilisations	10 573	10 688
Réservés	4 549	4 580
	<u>14 158</u>	<u>16 599</u>
	<u><b>65 470</b></u>	<u><b>72 310</b></u>

Engagements (note 8)

Éventualités (note 9)

*Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.*

# État intermédiaire résumé du résultat global

(non audité)

Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin  
(en milliers de dollars canadiens)

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Produits</b>		
Contributions de bailleurs de fonds (note 6)	10 453	10 836
Produits financiers et autres produits	<u>126</u>	<u>340</u>
	<u>10 579</u>	<u>11 176</u>
<b>Charges</b>		
Programmation en recherche pour le développement (note 10)		
<i>Projets de recherche</i>		
Financés par le crédit parlementaire	27 954	19 447
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	8 417	8 914
<i>Renforcement des capacités</i>		
Renforcement des capacités de recherche	8 498	8 899
Éléments complémentaires de la recherche	<u>2 049</u>	<u>2 386</u>
	46 918	39 646
Services généraux et administratifs (note 10)		
Services généraux	4 001	4 099
Administration des bureaux régionaux	<u>854</u>	<u>853</u>
	4 855	4 952
<b>Total des charges</b>	<u><b>51 773</b></u>	<u><b>44 598</b></u>
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(41 194)	(33 422)
Crédit parlementaire (note 7)	<u>38 753</u>	<u>40 795</u>
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<u><b>(2 441)</b></u>	<u><b>7 373</b></u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.



## État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres *(non audité)*

Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin  
(en milliers de dollars canadiens)

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Capitaux propres non affectés</b>		
Au début de la période	214	—
Résultats d'exploitation nets	(2 441)	7 373
Virements des (aux) autres catégories de capitaux propres	149	(5 293)
Solde à la fin de la période	<u>(2 078)</u>	<u>2 080</u>
<b>Capitaux propres affectés à l'interne</b>		
Au début de la période	1 117	1 171
Diminution nette	( 3)	( 14)
Solde à la fin de la période	<u>1 114</u>	<u>1 157</u>
<b>Capitaux propres nets investis en immobilisations</b>		
Au début de la période	10 688	10 275
Diminution nette	( 115)	( 413)
Solde à la fin de la période	<u>10 573</u>	<u>9 862</u>
<b>Capitaux propres réservés</b>		
Au début de la période	4 580	706
(Diminution) augmentation nette	( 31)	5 720
Solde à la fin de la période	<u>4 549</u>	<u>6 426</u>
<b>Capitaux propres à la fin de la période</b>	<u><u>14 158</u></u>	<u><u>19 525</u></u>

*Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.*

# État intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(non audité)

Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin  
(en milliers de dollars canadiens)

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Activités d'exploitation</b>		
Résultats d'exploitation nets	(2 441)	7 373
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	420	422
Amortissement de la prime d'émission d'obligations	—	61
(Gain) perte sur la cession d'immobilisations corporelles	—	—
Avantages du personnel	( 73)	127
	347	610
Variation des éléments d'exploitation sans incidence sur la trésorerie		
Créances	(8 586)	(13 955)
Frais payés d'avance	( 166)	( 134)
Créditeurs et charges à payer	(7 543)	(12 808)
Produits reportés	3 217	14 756
	(13 078)	(12 141)
<b>(Sorties) de fonds liées aux activités d'exploitation</b>	<b>(15 172)</b>	<b>(4 158)</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Achats de placements	(9 938)	(15 430)
Placements arrivés à échéance	4 953	34 498
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	( 305)	( 8)
(Coûts) produits nets de la cession d'immobilisations corporelles	—	—
<b>(Sorties) rentrées de fonds liées aux activités d'investissement</b>	<b>(5 290)</b>	<b>19 060</b>
<b>(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(20 462)</b>	<b>14 902</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>43 364</b>	<b>581</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>22 902</b>	<b>15 483</b>
Composés de		
Trésorerie	21 404	15 483
Équivalents de trésorerie	1 498	—
	<b>22 902</b>	<b>15 483</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités)

Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2014

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

## 1. Informations sur la société

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) est une société d'État canadienne sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Organisme de bienfaisance enregistré, le Centre est exonéré d'impôt en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

## 2. Pouvoirs et mission

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite des articles 89.8 à 89.92, du paragraphe 105(2) et des articles 113.1, 119, 131 à 148 et 154.01.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en oeuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

## 3. Mode de présentation des états financiers

Les états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, et toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars le plus proche, sauf indication contraire.

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, en se fondant sur les normes en matière de comptabilisation et d'évaluation prévues par les normes internationales d'information financière (normes IFRS) telles que publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI), et conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada. Les états financiers n'ont été ni examinés ni audités par les auditeurs externes du Centre.

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, à moins d'indication contraire, et ne comprennent pas toute l'information et toutes les divulgations que doivent comporter les états financiers annuels complets. Les conventions comptables suivies pour la préparation des présents états financiers intermédiaires résumés correspondent à celles qui ont été suivies pour la préparation des états financiers annuels du Centre au 31 mars 2014. Les états financiers intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités du Centre au 31 mars 2014.

Le Centre subventionne des activités de renforcement des capacités visant à rendre les pays en développement autonomes pour ce qui est de l'exécution de la recherche. La plus grande partie de son financement provient du Parlement du Canada. Le crédit parlementaire est comptabilisé quand il est reçu ou à recevoir, tandis que les contributions de bailleurs de fonds sont comptabilisées quand elles sont passées en charges aux fins prévues. Les activités du Centre ont un caractère saisonnier. La plupart des charges afférentes à la programmation en recherche pour le développement sont déterminées par différents cycles (universitaire, climatique, agricole), et c'est pourquoi elles n'ont pas tendance à être réparties uniformément au cours de l'exercice.

## 4. Normes comptables nouvelles et révisées

Le CNCI a publié certaines modifications et améliorations qui s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et qui, par conséquent, s'appliquent à l'exercice qui a débuté le 1<sup>er</sup> avril 2014. Ces modifications et améliorations ne devraient avoir aucun effet sur les états financiers du Centre.

## 5. Produits reportés

Les produits reportés comprennent la portion non dépensée des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités financées par des contributions de bailleurs de fonds.

	<u>30 juin 2014</u>	<u>31 mars 2014</u>
Contributions de bailleurs de fonds au financement de programmes de recherche pour le développement		
Produits courants	28 112	24 645
Produits non courants	1 137	1 387
	<u>29 249</u>	<u>26 032</u>

## 6. Contributions de bailleurs de fonds

Les contributions obtenues de bailleurs de fonds aux fins de programmes de recherche pour le développement sont destinées à des projets de recherche menés ou administrés par le Centre pour le compte d'autres organismes. Les produits et charges comptabilisés à ce titre se répartissent ainsi entre les différents bailleurs de fonds.

	<b>30 juin 2014</b>	<b>30 juin 2013</b>
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada	4 506	5 674
Department for International Development du Royaume-Uni	3 312	2 824
Fondation William et Flora Hewlett	1 081	1 229
Fondation Bill et Melinda Gates	1 049	771
Autres organismes bailleurs de fonds	505	338
	<b>10 453</b>	<b>10 836</b>

## 7. Crédit parlementaire

	<b>30 juin 2014</b>	<b>30 juin 2013</b>
Crédit parlementaire approuvé pour l'exercice	188 020	225 390
Affectation bloquée	—	(24 000)
Crédit parlementaire total dont le Centre dispose	<b>188 020</b>	<b>201 390</b>
Portion du crédit parlementaire reçue ou à recevoir au 30 juin	38 753	40 717
Amortissement de la portion du crédit parlementaire reportée pour des projets et des programmes précis	—	78
Portion du crédit parlementaire comptabilisée dans l'état du résultat global	<b>38 753</b>	<b>40 795</b>

## 8. Engagements

### a. Engagements au titre des projets de recherche

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 313,3 millions de dollars (316,9 millions au 31 mars 2014) au cours des cinq prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme, 226,9 millions de dollars (236,7 millions au 31 mars 2014) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 86,4 millions de dollars (80,2 millions au 31 mars 2014) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

	<b>30 juin 2014</b>	<b>31 mars 2014</b>
D'ici un an	160 443	133 640
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	152 847	183 279
Total des versements à effectuer	<b>313 290</b>	<b>316 919</b>

### b. Engagements n'ayant pas trait à des projets

Le Centre est tenu de respecter divers accords visant la location de locaux pour des bureaux et divers engagements contractuels relatifs à des produits et services au Canada et à l'étranger. Les accords expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2022. Au 30 juin 2014, les paiements à effectuer en vertu de ces engagements sont les suivants.

	<b>30 juin 2014</b>	<b>31 mars 2014</b>
D'ici un an	8 475	8 702
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	31 981	31 897
Dans plus de cinq ans	26 900	28 878
Total des paiements à effectuer	<b>67 356</b>	<b>69 477</b>

## 9. Éventualités

Divers recours sont intentés contre le Centre. En se fondant sur des avis juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces recours ait des répercussions importantes sur l'état de la situation financière ni sur l'état du résultat global.

## 10. Tableau des charges

	<u>30 juin 2014</u>	<u>30 juin 2013</u>
<b>Programmation en recherche pour le développement</b>		
Contributions aux projets de recherche	34 915	27 462
Salaires et avantages liés aux activités de base	6 464	6 766
Salaires et avantages liés aux projets cofinancés <sup>a</sup>	1 310	1 536
Locaux	1 116	941
Déplacements	880	1 066
Services professionnels	863	622
Réunions et conférences	326	162
Amortissement	277	263
Charges liées aux projets cofinancés <sup>a</sup>	386	462
Autres	381	366
	<u><b>46 918</b></u>	<u><b>39 646</b></u>
<b>Services généraux et administratifs</b>		
Salaires et avantages	3 300	3 359
Locaux	601	610
Fournitures de bureau et charges connexes	294	293
Amortissement	143	159
Mobilier de bureau, matériel et entretien	108	142
Services professionnels	81	97
Télécommunications	75	73
Autres	253	219
	<u><b>4 855</b></u>	<u><b>4 952</b></u>
<b>Total des charges</b>	<u><u><b>51 773</b></u></u>	<u><u><b>44 598</b></u></u>

<sup>a</sup>Il s'agit des coûts reliés au renforcement des capacités de recherche dans le cadre de projets et de programmes cofinancés. Les charges à ce titre s'élevaient à 1 696 \$ pour le trimestre (1 998 \$ au 30 juin 2013).

# Coordonnées

## Siège du CRDI

ADRESSE POSTALE  
CP 8500  
Ottawa ON Canada  
K1G 3H9

ADRESSE MUNICIPALE  
150, rue Kent  
Ottawa ON Canada  
K1P 0B2

Téléphone : 1 613 236 6163  
Télécopieur : 1 613 238 7230  
Courriel : [info@crdi.ca](mailto:info@crdi.ca)

Il est possible de communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI et de consulter le répertoire des employés à partir de la page [Nous joindre](#) du site Web, à [www.crdi.ca](http://www.crdi.ca).

Ce document est consultable en ligne à [www.crdi.ca](http://www.crdi.ca).

crdi.ca